

Rapport FIDH sur lâ??annexion de la Cisjordanie par IsraÃ«l et la rÃ©pression des dissidentÃ·es

Description

Ã« Ce que nous observons, câ??est une course contre la montre menÃ©e par les dirigeants israÃ©liens. Ils voient une fenÃªtre dâ??opportunitÃ© pour sâ??emparer de lâ??ensemble de la Cisjordanie tout en rÃ©duisant au silence lâ??opposition Ã leur projet Ã», dÃ©clare **Mouna Dachri, autrice du rapport et chargÃ©e de programme au bureau Maghreb et Moyen-Orient de la FIDH.**

Par la [FIDH](#), le 15 mai 2025



- Ce [rapport de mission](#) repose sur les tÃ©moignages et observations recueillis par une dÃ©lÃ©gation de la FÃ©dÃ©ration internationale pour les droits humains (FIDH) en IsraÃ«l et en Cisjordanie occupÃ©e dÃ©but 2025.
- Les Ã©lÃ©ments recueillis mettent en lumiÃ¨re une stratÃ©gie israÃ©lienne systÃ©matique visant Ã rendre invivable la prÃ©sence palestinienne, Ã travers lâ??annexion territoriale, les disparitions forcÃ©es et des violences couvertes par les autoritÃ©s.
- Le rapport insiste Ã©galement sur lâ??intensification de la rÃ©pression contre toute forme de dissidence, Ã travers une analyse des entraves Ã la libertÃ© dâ??expression palestinienne, des campagnes de stigmatisation contre les ONG locales et internationales, ainsi que des projets de loi en discussion au Parlement israÃ©lien (Knesset).

DÃ©but 2025, une dÃ©lÃ©gation de la FIDH a rencontrÃ© des organisations membres de la fÃ©dÃ©ration en IsraÃ«l et en Palestine (Al-Haq, Bâ??Tselem et Adalah), ainsi que des militantÃ·es locauxÃ·es, des organisations de la sociÃ©tÃ© civile et des victimes. Au total, 42 entretiens individuels et collectifs ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©s. TouÃ·tes ont tenu Ã tÃ©moigner de ce quâ??ilsÃ·elles perÃ§oivent collectivement comme une aggravation rapide de lâ??occupation et des crimes de lâ??apartheid en Cisjordanie, ainsi que du climat de violence et de peur instaurÃ© par les autoritÃ©s israÃ©liennes et les colons.

Ce rapport prÃ©sente les principales techniques de pouvoir dÃ©ployÃ©es par IsraÃ«l, notamment depuis le 7 octobre, pour asseoir son contrÃ´le sur la Cisjordanie et sur la sociÃ©tÃ© israÃ©lo-palestinienne :

(1) **La violence des colons dans les territoires occupés, facilitée par l'inaction de l'armée, voire par son soutien direct**, ce qui entraîne une forme de « gazafication » de la Cisjordanie. Sarit Michaeli, responsable du plaidoyer international de BâTselem, a déclaré : « Les colons portent désormais l'uniforme et consacrent leur temps à attaquer les Palestiniens, avec le soutien officiel de l'armée pour leurs actions. La police israélienne ne fait pas son travail, utilisant toutes les tactiques possibles pour éviter de protéger les Palestiniens. Cet échec systématique perpétue un cycle d'abus et laisse les communautés palestiniennes vulnérables et sans recours. »

(2) **L'apartheid mis en œuvre à travers des délimitations spatiales et des régimes juridiques différenciés entre Israéliens, Palestiniens et citoyens palestiniens d'Israël**. L'administration israélienne a étendu presque tous les aspects du droit israélien aux colons et aux colonies, les annexant de facto à Israël. Cette annexion de facto a engendré un système de séparation et de discrimination institutionnalisés à un système d'apartheid. Ce régime fonctionne avec deux systèmes juridiques distincts au sein d'un même territoire, où les droits d'un individu sont déterminés par sa nationalité. Alors que les Palestiniens sont soumis au droit militaire depuis 1948, les colons bénéficient de tous les droits accordés aux citoyens israéliens vivant à l'intérieur des frontières avant 1967, et dans certains cas, de droits encore plus étendus.

(3) Une oppression systématique et institutionnalisée à l'encontre des individus et des organisations. Un représentant du Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël (Adalah) a déclaré : « le nombre d'arrestations illégales a augmenté ; elles sont souvent menées avec brutalité en pleine nuit, sans justification juridique valable, et reposent dans la majorité des cas uniquement sur des publications sur les réseaux sociaux, parfois simplement pour avoir exprimé leur solidarité avec le peuple palestinien de Gaza, ou même pour avoir partagé des versets du Coran. »

Selon **Mouna Dachri**, « Mettre un terme à la politique coloniale et d'apartheid israélienne est aujourd'hui une urgence absolue. Cette politique est alimentée par un mouvement messianique de colons au sein de la société israélienne. Ce mouvement agit de concert avec l'armée pour empiéter sur les terres palestiniennes et, en fin de compte, expulser les Palestiniens à un rythme qui n'a jamais été aussi élevé depuis 1967. »

« Ce qui se déroule sous nos yeux à Gaza semble clairement un génocide, parallèlement à l'expansion coloniale continue en Cisjordanie. Comme établi dans notre rapport, le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, reconnu au niveau international, est systématiquement ignoré. Sans action décisive à incluant un embargo sur les armes, la suspension des accords économiques et financiers, ainsi que des sanctions ciblées contre les responsables de ces crimes les Palestiniens resteront à la merci d'une communauté internationale paralysée et en pleine inaction », déclare **Yosra Frawes, responsable du bureau Maghreb et Moyen-Orient de la FIDH**.

« Il faut en finir une bonne fois pour toutes avec le crédit politique accordé à Israël et à l'Autorité palestinienne sur la base des Accords d'Oslo. Rien de tout cela n'est opérationnel aujourd'hui, et les dirigeants politiques du monde entier doivent faire face à cette réalité et agir immédiatement », déclare **Alexis Deswaef, vice-président de la FIDH** et

membre de la dÃ©lÃ©gation de la FIDH en IsraÃ«l-Palestine.

Voir le [rapport complet](#) ci-dessous (en anglais uniquement)

date crÃ©e
2025/05/20